

SEHATRA FANARAHY-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Rue Rajakoba Augustin Ankadivato Antananarivo

Tél.: 22 663 99 Fax : 22 663 59 Email : mrcabram@moov.mg

APPEL AUX MOUVANCES DU PAYS

Nous osons espérer que cette interpellation sur SEFAFI ne sera pas la dernière, et que d'autres citoyens de bonne volonté lui emboîteront le pas en criant haut et fort que :

Madagascar a besoin d'aide !
La nation est tombée dans l'abîme !
Le peuple étouffe !

La vie de cette nation est entre vos mains, vous les politiciens, les quatre mouvances choisies parmi tant d'autres. Car l'honneur et la confiance vous ont été donnés pour trouver rapidement une solution de sortie de crise.

Nous réitérons ce que nous avons déjà proclamé urbi et orbi : ne sacrifiez pas la nation, pour les intérêts personnels, la défense de soi, et les ambitions mal placées !

Il est temps pour vous de démontrer que si vous avez commis des erreurs de gestion dans le passé, vous êtes animé par un vrai patriotisme, qui vous contraint à placer les intérêts de la Nation au dessus de tout. Vous en avez fait le serment lorsque vous avez pris le pouvoir.

Mais nous, de notre côté, qui constituons partie de la population, qui pouvons agir et parler, nous ne devons ni nous dresser en obstacle au déroulement des négociations, ni perturber l'avancement de la Transition, qui que ce soit sera appelé à la gérer, pour que nous puissions parvenir rapidement à la Quatrième République.

Nous ne devons pas oublier que c'est la vraie majorité, les paysans des différentes contrées, les chômeurs, ceux qui n'ont rien à manger, et qui ne peuvent pas faire entendre leurs voix, qui portent le fardeau de cette crise prolongée.

Que cette situation désolante soit une leçon pour nous tous, et que nous ne soyons plus un peuple passif, à qui on prête l'attitude de colonisé, ou qui peut être acheté avec des sommes dérisoires, mais par contre, nous devons observer et critiquer à longueur d'année la mauvaise gestion des futurs dirigeants de ce pays, qu'ils soient des élus, ou des autorités désignées.

Antananarivo, le 15 juin 2009